

Concours ENM 1^{er}, 2^e concours

SESSION 2026

Épreuve de connaissance et compréhension du monde contemporain

Corrigé du sujet : La résilience de la Nation.

Présentation du sujet

Ce sujet présente d'emblée une difficulté, celle de la réconciliation des concepts. Le premier est assez récent, il s'agit de la résilience. Le second est plutôt ancien, il s'agit de la Nation. Rien ne les unit en apparence. Le premier est forgé au XX^{ème} siècle pour exprimer un état relevant de la psychologie individuelle qui exprime, sur le modèle de l'état physique de certains matériaux, la capacité de l'Etre à revenir à son état initial à la suite d'un choc. Le second est forgé notamment au XVIII^{ème} siècle par Fichte pour désigner un moi collectif. Une contradiction apparaît donc entre ces deux concepts. L'intérêt du sujet réside dans le dépassement de ces antagonismes.

Pour ce faire, il est indispensable de dégager un axe de problématisation clair pour éviter de s'égarer dans les méandres d'une réflexion qui viserait à cataloguer les points communs et les différences. Une autre difficulté réside dans le bornage chronologique du sujet. Quand se pose la question de la résilience de la Nation ? A la suite de la Révolution de 1789 ? Durant mai 68 ? quand ? Mais aussi, où ? Le sujet ne mentionne pas spécifiquement le cas de la France, il faudra donc être vigilant et envisager la question de manière assez large.

Corrigé

En 2022, une initiative inédite a été lancée en France. Portée par le ministère de la transition écologique, le ministère de l'intérieur et le ministère des Outre-mer, une Journée Nationale de la résilience a été instaurée afin de sensibiliser la Nation aux risques naturels et technologiques. Elle a vocation à se déployer sur l'ensemble du territoire national, tant dans l'Hexagone qu'en Outre-Mer et de préparer chacun à adopter les bons comportements en cas de survenance d'une catastrophe. Il apparaît donc que le sujet invite à traiter de la Nation française, dans sa dimension contemporaine. Toutefois, les exemples étrangers et historiques permettront de mieux comprendre la situation actuelle. Cette Journée Nationale lie indéfectiblement le concept de résilience à celui de crise. La Nation résiliente serait donc celle qui a, ou qui serait en capacité de, surmonter une crise. Pourtant, lier Nation et résilience n'a rien d'évident, tant ces concepts relèvent de champs théoriques différents, voire opposés. Tout d'abord, il convient de souligner que la Nation ne se définit que très difficilement. La Nation serait plus une construction théorique, voire idéologique, qu'une réalité concrète.

Toutefois, il est possible de tenter de la définir par ce qu'elle n'est pas. Elle n'est pas le peuple, elle n'est pas l'État, elle n'est pas le citoyen, elle n'est pas la collectivité. Son étymologie, provenant du latin *nascere* ancre la nation dans l'idée de naissance. Constituent la Nation, celles et ceux qui sont nés à côté, qui proviennent de la même terre. Cette approche primaire est précisée, notamment par les travaux d'Ernest Renan, dans un sens plus subjectif. La Nation serait alors un ensemble d'individus qui, par leurs liens, développent un sentiment d'appartenance commune. La Nation est donc un ensemble subjectif qui intériorise une appartenance commune qui se transmet dans le temps, indépendamment des générations. Elle est fondamentalement une construction politique. À l'inverse, le concept de résilience renvoie à une réalité différente. Emprunté à la physique des matériaux, le concept de résilience est popularisé par Boris Cyrulnik pour illustrer cette faculté de l'individu à reprendre un nouveau développement après un traumatisme. Plus précisément, il explique que la résilience est l'ingrédient qui donne du sens à la vie. Elle permet de mettre en perspective et de percevoir différemment ce qui s'est passé. L'ambivalence de ces deux concepts se révèle ici. La Nation est profondément collective là où la résilience relève profondément de l'individu et de son intériorité. Comment une Nation pourrait être résiliente alors même qu'elle n'a ni personnalité ni intériorité ? En réalité, c'est le contexte qui résout cette ambiguïté. Depuis quelques années, des enjeux puissants frappent nos Nations. Crise climatique, crise économique, guerre, autant de risques qui ébranlent le pays et fragilisent la cohésion de la Nation. Il est donc nécessaire que, malgré les chocs, la Nation retrouve sa forme initiale. Encore faut-il se mettre d'accord sur la forme initiale de la Nation. Pour autant, si la Nation est résiliente, qu'est-ce à dire ? S'agit-il d'une capacité d'adaptation collective renforçant la cohésion nationale ou bien cette capacité d'adaptation masque-t-elle seulement les fragilités structurelles en remettant aux individus la gestion des crises ?

La résilience de la Nation repose sur une capacité de synthèse entre l'individu et le collectif comme condition d'efficacité de la lutte face aux crises (I), toutefois, le dépassement des crises implique de repenser les structures de la société et l'équilibre entre sécurité et liberté (II).

I. **La résilience de la Nation illustre une capacité collective d'adaptation et de recomposition face aux crises, en dépassant l'individualisme au profit de la Fraternité.**

Les émotions collectives endurées face aux crises soudent les individus entre eux, ce qui permet de conserver la cohésion nationale et donc l'efficacité d'action face aux crises (A), tout en dépassant l'individu et en remettant l'État au centre du dispositif avec un renouvellement de ses actions (B).

- A. La Nation résiliente est celle qui, par son sens du collectif, parvient à reconfigurer le lien social, en ajustant les émotions collectives et en soudant les individus afin de dépasser, voire de surpasser, les crises.

Dans son *Discours à la nation allemande*, Johann Gottlieb Fichte tente de réveiller le sentiment nationaliste allemand face à l'occupation napoléonienne. Il développe une théorie incitant à la création d'un État national allemand, en remplacement du Saint-Empire romain germanique. Selon lui, la culture, la langue, l'éducation sont les fondements de cette nation. On retrouve ici la marque du romantisme allemand du début du XIX^{ème} siècle. Là où Renan préfère une vision politique et subjective de la nation, Fichte préfère une approche culturelle et objective. En tout état de cause, la nation se fonde sur l'individu. Il s'agit pour le *soi* d'avoir déjà une certaine connaissance préalable de lui-même avant de pouvoir se projeter dans un ensemble plus ample, celui du collectif national. Les individus sont donc soudés entre eux, dans la Nation. Ce collectif, somme d'individualités, dispose d'une existence à part et se superpose à celles des individus sans annihiler leur propre essence. De fait, dans cet assemblage, tout choc venant heurter l'individu heurte la Nation et tout choc frappant la Nation, touche l'individu. De cette parfaite imbrication résulte un rapport particulier aux émotions et au ressenti. Effectivement, le concept de résilience implique la notion de crise et de crise grave. La résilience devient une forme d'injonction à l'action, au dépassement. Mais, avant d'agir, vient la prise de conscience. Face au caractère inattendu de la crise, à la surprise, à la sidération, les individus s'unissent et matérialisent une forme de communauté émotive et interprétative capable de donner du sens au traumatisme et à objectiver la situation. En un sens, la Nation résiliente est celle qui réconcilie le subjectif et l'objectif, l'émotion et la raison. Le sociologue Emile Durkheim a théorisé cette approche dans *Les Formes élémentaires de la vie religieuse* où il explique que dans certaines situations intenses, les individus se rassemblent en produisant des émotions collectives fortes, il évoque alors le concept d'« effervescence collective ». La société se réaffirme elle-même dans un élan fraternel. L'époque contemporaine regorge d'exemples qui témoignent de grands rassemblements, de marches blanches, de solidarité renforcée et même d'union nationale après la survenance d'un attentat ou d'un événement grave comme le drame récent de Crans-Montana en Suisse. Face au danger ou au drame, les divisions internes à la société s'estompent pour faire Nation. L'émotion individuelle conduit à une émotion collective resserrant les liens sociaux et favorisant le dépassement de la crise. Un proverbe résume bien notre propos, il est la devise de plusieurs nations comme Andorre, la Belgique, l'Angola ou encore la Malaisie, « l'union fait la force ». Il convient d'admettre que ce lieu commun est profondément révélateur de

l'attitude des individus face aux crises et plus globalement de la Nation face aux maux qui la secouent. La résilience nationale est un travail symbolique qui transforme une épreuve en élément de cohésion. La Nation résiliente est celle qui est en mesure de synthétiser l'émotion individuelle pour en faire une émotion collective, ciment d'une action à venir pour dépasser et surpasser la crise. Pour autant, l'action ne peut se résumer au seul rôle de l'individu, elle implique immanquablement une action de l'État.

B. La résilience de la Nation est un processus qui dépasse le simple cadre individuel pour réaffirmer le rôle de l'État dans une forme d'institutionnalisation de la réaction et du traitement de la crise.

Certes, au fondement de la nation est l'individu. Mais au fondement de l'action est l'État. Réduire la nation au seul rôle de l'individu serait profondément inexact. Une nation résiliente est une nation qui canalise les émotions collectives par l'intervention régaliennne. L'État propose ainsi une modalité d'action pour réagir face à la crise. Il s'agit d'un système interdépendant où chacun doit jouer son rôle. D'ailleurs, La Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat consacre un rapport d'information à la résilience de la Nation face aux nouvelles menaces dans lequel elle définit la résilience de la manière suivante : « *la volonté et la capacité d'un pays, de la société et des pouvoirs publics à résister aux conséquences d'une agression ou d'une catastrophe majeure, puis à rétablir rapidement leur capacité de fonctionner normalement, ou à tout le moins dans un mode socialement acceptable* ». On le constate, le rôle des pouvoirs publics est affirmé. En réalité, l'État est une instance capable de réconcilier l'individualisme avec le collectif en proposant un mode de gestion de crise. La résilience devient alors une nouvelle catégorie d'action publique, organisée et planifiée. Elle est une politique publique exercée par l'État pour la société. Ce rapport de l'État à l'urgence et à la crise n'est pas nouveau. Déjà Michel Foucault avait observé un déplacement du pouvoir de l'interdiction ou de la punition à l'organisation et à la gestion des comportements. Il a développé une théorie de la gouvernementalité par la gestion des risques manifestant ainsi le pouvoir de régulation de l'État qui gère les risques plutôt que de sanctionner les fautes. La résilience de la Nation implique donc une institutionnalisation de la réponse à apporter pour mettre fin à la crise. Toutefois, il est important de questionner le rôle de l'État et son ampleur. En effet, les crises se multiplient et se diversifient rendant l'intervention de l'État davantage pérenne. C'est tout le sens de la théorie de Patrick Lagadec qui explique que les sociétés contemporaines sont entrées dans un État de crise permanente. Auparavant, la crise était rare, ponctuelle et circonscrite. Elle est aujourd'hui durable, globale

et imprévisible au point de devenir un mode normal de fonctionnement de l'État. Cela implique la nécessité de repenser l'action publique autour de l'anticipation tout en s'efforçant de garantir la confiance de la société dans la capacité d'une action publique efficace, condition du maintien de la cohésion nationale. D'ailleurs, depuis les années 2020, la France multiplie les plans de résilience comme celui d'avril 2025 intitulé « plan de résilience des services publics face aux crises ». Cette recomposition de l'action publique au service de la résilience nationale implique le passage d'une logique de protection à une logique d'adaptation systémique en intégrant la résilience dans les politiques publiques. En résumé, la résilience renvoie à une forme de technicisation de la survie collective pilotée par l'État. Mais, la résilience pour la résilience ne peut constituer une voie d'action durable. Effectivement, au-delà de la réponse nécessaire aux crises, il s'agit de mettre en œuvre des mesures pour les prévenir autour d'un nouveau contrat social.

II. Le concept de résilience implique un retour à la situation *ex ante* alors même que les crises passées et dépassées ont révélé les fragilités et tensions de la Nation contemporaine au point de repenser le pacte démocratique et social.

La crise révèle les fragilités intrinsèques de la société, la résilience ne devrait donc pas consister en un retour à la situation initiale mais plutôt inciter à les dépasser (A) ; ce mouvement implique de renforcer l'autorité de l'État ainsi que ses missions, au risque de fragiliser la démocratie (B).

A. La résilience comme injonction à l'adaptation individuelle et collective masque la persistance des vulnérabilités structurelles et incite inévitablement à leur dépassement en responsabilisant l'individu.

La multiplication et la persistance des crises invitent à penser la notion de risque et d'incertitude comme des invariants de l'action publique. Le pire devient certain si bien que sa survenance ne fait aucun doute. Les sociétés contemporaines sont particulièrement exposées au risque climatique, au risque technologique et même sanitaire. Les individus autant que les États-nations doivent être en mesure de gérer ces crises. Toutefois, considérer que la Nation doit être résiliente implique qu'elle retrouve son état primitif à l'image d'un objet qui se déforme puis retrouve sa forme initiale. Mais, quel est l'intérêt de retrouver la forme initiale, si celle-ci s'est avérée dysfonctionnelle ? On trouve ici une limite de la résilience lorsqu'elle est considérée dans sa plus simple expression. Or, il importe que la résilience devienne

heuristique et qu'elle permette *per se* de ne pas reproduire les erreurs du passé. Pour le dire différemment, la résilience peut fonctionner comme une catégorie normative qui enjoint les individus et les nations, non seulement à agir contre les crises mais aussi à en tirer les leçons. Revenir à la situation *ex ante* fait courir le risque que les vulnérabilités initiales ne soient pas traitées et que la crise se répète. Il convient aussi de déterminer la part de risque traitée par l'État et celle qui reste à l'échelle individuelle. La charge du traitement de la crise ne peut reposer sur les seuls individus, pourtant on note l'épanouissement d'un mouvement général de responsabilisation des individus. Par exemple, le sociologue Ulrich Beck a théorisé ce tournant en développant le concept d'« individualisation du risque ». Selon lui, les sociétés contemporaines ont changé de nature puisqu'elles ne sont plus seulement organisées autour de la production de richesses, mais plutôt autour de la gestion des risques qu'elles produisent elles-mêmes. Dans ce contexte, le risque devient individualisé, l'individu est responsabilisé dans son comportement quotidien même si l'action revient toujours à l'État. Une autre approche, celle de Robert Castel, illustre aussi ce phénomène au regard notamment des vulnérabilités économiques. Avec sa théorie de la désaffiliation et de l'érosion des protections, il montre que les phénomènes de chômage de masse par exemple, éloignent les individus de la société tout en les exposant moins au tissu traditionnel de la protection sociale. Il s'agit donc d'induire un équilibre complexe entre responsabilité de l'individu et injonction régalienne d'action. Il s'agit d'un glissement d'une responsabilité collective vers une adaptabilité individuelle valorisée. Seul l'individu, socle de la Nation, peut inciter à dépasser les vulnérabilités là où l'État pourrait favoriser un immobilisme confortable ou une réaction par à-coups. La résilience devrait éviter de conduire à une normalisation des crises et devrait pousser à les prévenir. Autrement dit, la résilience ne doit pas devenir une idéologie de l'ajustement mais bien une vision proactive et créatrice. Finalement, la résilience tendrait à s'apparenter à une forme de résistance face aux crises. Résister plutôt que se résilier semble constituer un chemin. Résister aux crises, résister à la passivité mais résister aussi à l'amplitude renouvelée du rôle et de la place de l'État.

- B. La résilience apparaît comme une source de légitimation politique, entre consolidation de l'autorité et fragilisation démocratique. Elle implique fondamentalement la notion de résistance.

La multiplication des crises et l'exposition nouvelle des sociétés à celles-ci invitent irrémédiablement à s'interroger sur le rôle de l'État dans cette nouvelle configuration. Face à l'incertitude et aux aléas, les individus et les nations expriment un regain d'intérêt pour l'État

notamment dans l'exercice de ses missions régaliennes de protection. L'État se trouve renforcé et les crises lui confèrent une nouvelle forme de légitimité. Substantiellement, la gestion des crises nécessite réactivité et réponse d'ampleur ce qui ancre le rôle de l'État comme seul garant d'une réponse adaptée et efficace. Cependant, cette mission nouvelle implique une forme de défaillance démocratique qui pourrait fragiliser le lien social et *in fine* la Nation. Effectivement, les crises se multiplient et leur ampleur ne cesse de croître, il en résulte que les mesures exceptionnelles prises par l'État pour les pallier tendent à durer et à s'installer dans le paysage normatif. La mesure d'exception devient la norme. Giorgio Agamben a particulièrement analysé ces aspects notamment dans deux ouvrages *Homo sacer* et *État d'exception* dans lesquels il explique que l'état d'exception, qui par définition est temporaire, tend à devenir permanent. Il considère que le pouvoir étend son emprise jusque dans les moindres aspects. Le nouvel État suspend l'application des lois et place la Nation et les individus dans des zones intermédiaires. Dans sa forme ultime, l'*homo sacer* devient un individu exclu du droit, que l'on peut tuer sans que cela soit un crime. Chez Agamben, l'exception devient structurante, structurelle et permanente créant une zone floue entre droit et arbitraire. Les crises et la nécessaire résilience de la Nation renforcent l'État et légitiment son intervention, son autorité est donc consolidée, au prix d'un affaïssement démocratique. Pierre Rosanvallon théorise une approche similaire en considérant que les individus continuent à croire en la démocratie mais qu'ils perdent de plus en plus confiance en ceux qui l'exercent. Cette contre-démocratie est une démocratie de défiance active. Elle place donc les individus dans une forme de veille active, veille face aux crises mais aussi veille face aux excès éventuels du pouvoir. Il en ressort que la résilience de la Nation requiert une forme de résistance. La Nation est contrainte à l'action et à se montrer suffisamment déterminée pour ne pas être entraînée dans un état de dégradation massif et constant des droits et libertés individuels. La résilience nationale ne doit donc pas conduire à une forme de justification des formes de pouvoir exceptionnelles mais entraîner un équilibre durable entre proactivité, réactivité et exigence démocratique. C'est finalement un sujet classique qui ressurgit, celui de l'équilibre entre sécurité et liberté et de la validation démocratique de cet aspect. En réalité, la résilience s'apparente à une rhétorique de légitimation de l'État au prix d'une tension accrue avec les principes démocratiques. L'art témoigne de cette orientation notamment avec le travail contemporain des artistes londoniens du *Forensic Architecture* qui produisent des enquêtes visuelles mêlant art, science et politique. Leur travail montre concrètement comment l'État peut agir en marge du droit, ce qui rejoint les analyses d'Agamben. Banksy, peignant des fresques dans la « jungle » de Calais en 2015 participe du même mouvement, en considérant que les migrants sont exclus politiquement mais soumis au contrôle de l'État. La Nation résiliente est donc celle qui fait face aux crises avec l'État et qui simultanément fixe des limites à l'action régalienne dans un souci de préservation de l'ordre démocratique.

La Nation, ce concept aussi puissant que flou, évoque une dimension particulière de nos sociétés, de nos États, de nos peuples. La Nation est l'âme de nos vies sociales, elle est ce petit supplément qui fait que, collectivement, nous sommes liés. Liés par un destin commun, liés par un besoin commun, liés par un projet commun. Il s'agit donc de veiller sur la Nation comme sur le bien le plus précieux de nos communautés. C'est, en partie, le concept de résilience qui en permet la conservation. La résilience nationale émerge donc comme une notion profondément dialectique, à la fois source de cohésion et outil de gouvernement, mais aussi vecteur d'inégalités et catalyseur d'une nouvelle forme de domination politique. Elle incite donc à repenser la Nation non seulement comme capable de résister, mais surtout comme devant transformer les conditions mêmes qui produisent les crises.